

Paris, le 3 octobre 2019

Stratégie « Made in Russia », un instrument de diversification aux effets encore limités

Face aux fluctuations du prix des hydrocarbures et aux sanctions économiques des pays occidentaux, la Russie a développé une stratégie privilégiant le « Made in Russia », avec des résultats encore mitigés.

Afin d'accélérer la diversification de son économie, suite aux sanctions occidentales liées à l'annexion de la Crimée, la Russie a mis en place un ensemble de mécanismes destinés à réduire sa dépendance aux importations et aux hydrocarbures. Mais la volonté de substituer la production locale aux importations est dépendante de nombreux facteurs qui ne sont pas tous réunis.

Un « Made in Russia » visant les secteurs phares de l'économie

Contrats spéciaux d'investissement destinés à encourager l'investissement étranger, réductions d'impôts sélectives pour le « Made in Russia », accès privilégié aux marchés publics, nombreuses sont les initiatives destinées à aider les entreprises à changer d'échelle. Visant à promouvoir la modernisation, les technologies et l'innovation, des dispositifs incitatifs (zones économiques spéciales, financements publics, rapprochement entre la recherche et l'industrie, soutien aux exportations, etc.) ont vu le jour, incarnés par la création du Centre russe des exportations.

Plus principalement concernés par cette tentative de promouvoir la production locale, les secteurs de l'agro-alimentaire, de la pharmacie, de l'industrie automobile et des technologies de l'information ont vu le développement de règlements et de mécanismes de promotion qui leur sont propres.

Les résultats les plus significatifs ont été obtenus dans le secteur agroalimentaire suite à l'embargo qui a été imposé sur les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays qui ont imposé les sanctions. La pénurie a entraîné une hausse des prix qui a détourné les consommateurs russes des produits importés vers ceux produits localement et la production agroalimentaire a été augmentée de façon significative. La Russie a ainsi atteint l'autosuffisance pour sa production de viande. Toutefois, la qualité inférieure de la production locale, dans certains cas, soutient les importations, même lorsqu'elle est compensée par des prix plus bas.

Dans le domaine des technologies de l'information, il est désormais interdit au secteur public d'importer des équipements informatiques, de télécommunications et d'électroménagers lorsqu'il y a des producteurs locaux. Parallèlement, les autorités cherchent à étendre la production de composants électroniques pour faire face à l'embargo occidental sur les ventes de technologies pour les secteurs de l'énergie, du renseignement et de la défense. Mais le rendement demeure modeste.

Le même désir de réduire la dépendance à l'égard des importations se manifeste dans le secteur pharmaceutique avec des incitations fiscales à produire localement et des avantages pour les produits locaux dans les marchés publics. Les industriels étrangers signant un contrat d'investissement spécial avec les autorités peuvent également bénéficier d'une exclusivité avec l'Etat. Mais là encore, les objectifs affichés sont loin d'être atteints.

Enfin, dans le secteur automobile, des contrats spéciaux d'investissement avec des fabricants étrangers prévoient des incitations fiscales, un accès privilégié aux marchés publics et une

protection contre les développements fiscaux futurs en échange d'engagements à produire localement et à promouvoir l'innovation. Mais si Opel annonce son retour sur le marché russe, Ford y ferme ses usines. Le marché des véhicules utilitaires et des camions y est plus dynamique et attractif.

Un « Made in Russia » qui se heurte à des obstacles structurels.

Subordonnée à la disponibilité des intrants, à la modernisation de l'appareil productif et à l'amélioration de l'environnement des entreprises, la promotion du « Made in Russia » reste donc compliquée et s'avère un travail de longue haleine. Les sanctions et contre-sanctions actuelles et potentiellement futures, l'environnement des affaires, le risque politique croissant et le manque de main-d'œuvre disponible pèsent sur les investissements nationaux et étrangers.

Le pays accuse un déficit de certains produits pétrochimiques à haute valeur ajoutée, tels que les composites ou les additifs, mais aussi de produits métallurgiques laminés et de tubes. Cela illustre l'inadéquation de la transformation locale des matières premières, à laquelle les autorités entendent également remédier.

Si cette politique de promotion du « Made in Russia » est nécessaire pour faire face aux réalités économiques de demain, elle est donc encore loin de porter tous ses fruits et va nécessiter une transformation en profondeur et sur le long terme de l'appareil de production russe.

CONTACT MEDIA

ComCorp : Caroline Pierron / Nelly Simonnet - +33 1 55 01 09 88 - coface@comcorp.fr

Coface : for trade - Ensemble, développons le commerce mondial

70 ans d'expérience et un maillage territorial des plus fins ont fait de Coface une référence dans l'assurance-crédit, la gestion des risques et l'économie mondiale. Les experts de Coface, dont l'ambition est de devenir le partenaire d'assurance-crédit le plus agile de l'industrie, opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant 50000 clients à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Les services et solutions du Groupe protègent et aident les entreprises à prendre les décisions de crédit nécessaires pour renforcer leur capacité à vendre sur leurs marchés nationaux et d'exportation. En 2018, Coface comptait ~4,100 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de €1,4 Mds.

www.coface.com

COFACE SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris

Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

